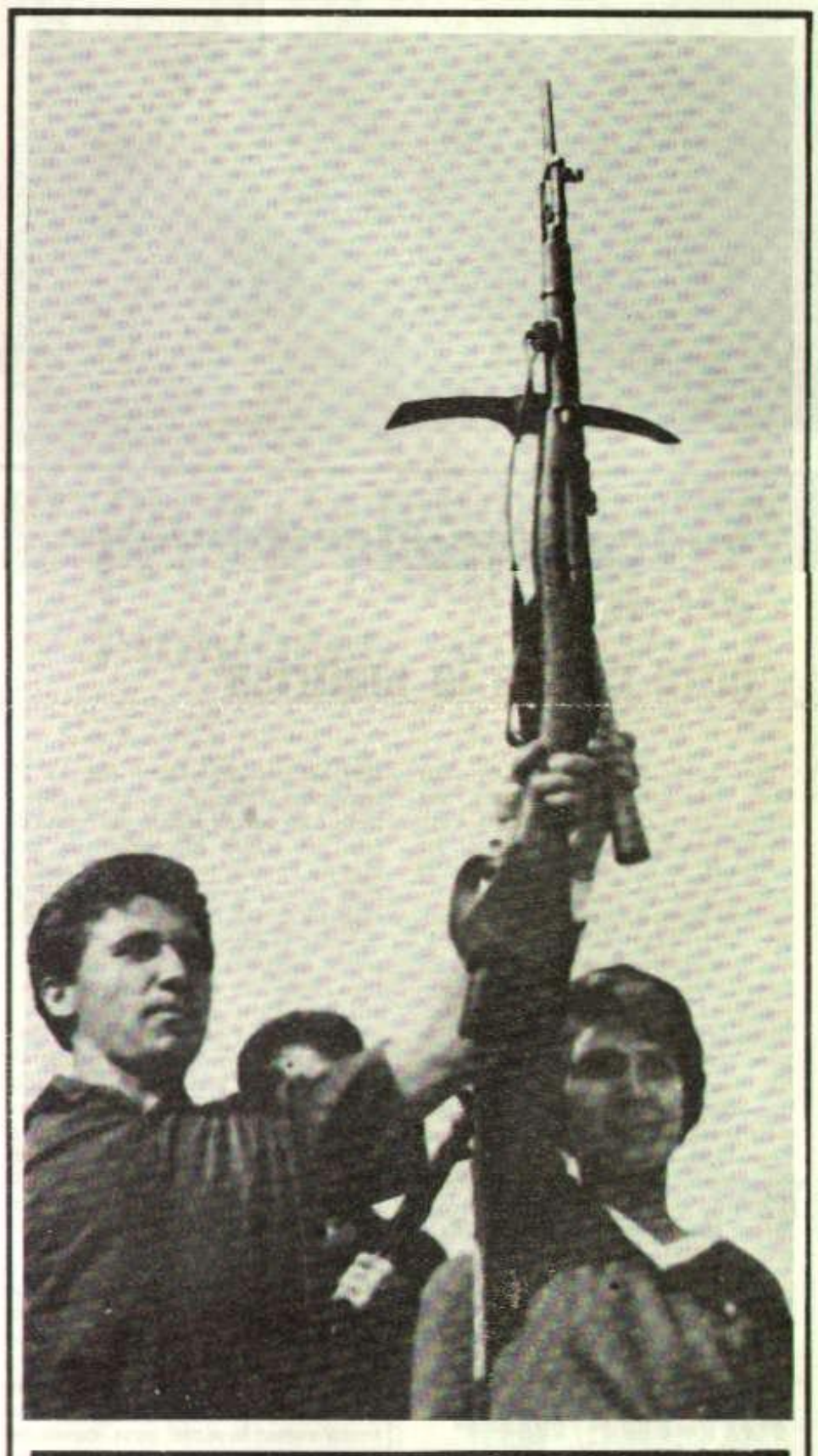
front rouge

prolétaires de tous les pays, nations

et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE Nº 47 / 23 NOVEMBRE 1972 / PRIX 0,50 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 LYON / BP 47 / 69397 LYON CEDEX 3



le problème clé de la révolution a été et restera, jusqu'à la victoire du communisme, le problème du pouvoir d'état, de la dictature du prolétariat.

Enver Hoxha 6e congrès du PTA

vive l'albanie socialiste ! vive le parti du travail d'albanie, parti marxiste-leniniste !

lire page 3

HALTE AUX PREPARATIFS DU BLOCAGE DES SALAIRES

Aujourd'hui la hausse vertigineuse des pris frappe durement les travailleurs, et l'indice des prix que la bourgeoisie va publier fin novembre sur les hausses d'octobre, malgré tous les traficotages, aura du mal à masquer la réalité. C'est pourquoi le gouvernement lui-même est obligé de se déclarer "préoccupé", et Giscard, parlant du commerce extérieur pour le mois d'octobre, déclare que la lutte contre l'inflation est *"la véritable priorité de notre économie"*, sans compter les vieux chevaux de retour du genre Pinay, qui, allant manger à l'Elysée, déclare que la *"hausse des prix est inquiétante"*.

Que signifient ces déclarations de la bourgeoisie contre l'inflation, alors que jusqu'à ces derniers temps, Giscard disait que c'était un "mal inévitable", que, présentant le budget pour 73 voici 2 mois, il prévoyait une hausse des prix pour l'année prochaine de 5,6 % : une estimation officielle, certes toujours au-dessous de la réalité, mais qui dépasse toutes les prévision du gouvernement pour les années précédentes, tandis que le porte parole du gouvernement déclarait tout bonnement fin juillet : *"le budget de 73 sera en équilibre* à cause des perspectives d'inflation en France et à l'étranger".

Giscard d'Estaing apporte un début de réponse sur ce que la bourgeoisie veut dire par "lutter contre l'inflation", lorsque le 7 novembre devant les journalistes, il évoque *"le plan de blocage des prix et des salaires"* décidé aux Etats-Unis par Nixon le 15 août 71, et décidé en Angleterre le 6 novembre 72 par Heath, tout en soulignant que *"La politique poursuivie par les Etats-Unis a été couronnée par un certain succès"*. Ceci donne la couleur : pour la bourgeoisie française" un plan de blocage des prix et des salaires" en France, c'est-à-dire en réalité blocage des salaires avec poursuite de la hausse des prix des produits de consommation pour les masses, est de plus en plus à l'ordre du jour. Mais la bourgeoisie française avance à pas feutrés, elle veut d'abord préparer l'opinion : ainsi, le 15 novembre, c'est l'UDR Albin Chalendon, l'ancien patron de Gabriel Aranda, qui déclare au journal "Le Monde" :"il faut regretter que le gouvernement n'ait pas recourru temporairement, mais brutalement, au blocage des prix et des salaires... le blocage aurait donné un coup d'arrêt à une évolution des salaires qui ne peut qu'accélérer celle des prix... Les Etats-Unis ont montré l'exemple du succès. Et l'opinion français, traumatisée par la hausse actuelle des prix est beaucoup plus prête qu'on ne l'imagine à des expériences de ce genre." De même, dimanche 19 elle monte en épingle un sondage selon lequel la majorité des parisiens serait pour... *"un blocage des prix et des salaires"*. Et par la bouche de Giscard elle insiste sur les décisions prises début novembre à Luxembourg par les ministres des finances européens pour *"lutter contre l'inflation,"* ce qui donne valeur d'exemple aux mesures prises par le 1er britannique aussitôt après cette réunion européenne.

En bloquant les salaires pour 3 mois(à prolonger "s'il le juge nécessaire") le gouvernement Heath continue à augmenter la viande, les légumes, les fruits, sous prétexte que ce sont des *"denrées périssables"* ; il continue à augmenter les loyers des habitations "à bon marché" c'est-à-dire des habitations populaires, sous prétexte que *"leur augmentation avait été annoncée il y a plusieurs semaines"* ; c'est toujours ainsi qu'agit la bourgeoisie, c'est toujours ainsi qu'elle agit en France à l'occasion de ses plans de *"blocage des salaires et (soi-disant) des prix"*. Ce qui peut conduire le capitalisme français à décider un tel plan aujourd'hui, avant ou après les élections législatives, c'est la volonté de s'assurer le profit maximum et de faire face aux luttes ouvrières qui se développent pour les augmentations de salaires. Et dans un tel plan, le blocage des prix ne signifierait qu'une chose : limiter la hausse des prix à l'exportation, pour défendre la compétitivité du capitalisme français face aux concurrents étrangers. Giscard ne dit rien d'autre : *"la hausse des prix remettrait en cause la compétitivité de l'économie française"*. Bloquer les salaires pour réduire les coûts de production et freiner la hausse des prix pour l'exportation, ce sont 2 aspects d'une même politique pour préserver les profits de la bourgeoisie française.

Ces projets de la bourgeoisie française, comme la publication prévue de l'indice truqué des prix fin novembre, doivent nous inciter à renforcer la lutte contre la hausse des prix, à soutenir les luttes pour les augmentations de salaire, à associer de plus en plus les travailleurs à l'élaboration de l'indice Front Rouge pour mieux dénoncer la bourgeoisie, et pour cela fournir dès aujourd'hui afin de les populariser les premiers éléments, même limités, qui ont été collectés pour établir l'indice.

meeting front rouge

PROGRAMME COMMUN = PROGRAMME BOURGEOIS

25 novembre à 14 heures - 44 rue de Rennes (PARIS)

BERLIET : 7me semaine de débrayages

En février, Berliet réduisait ses horaires de 44 h à 42 h, une heure seulement est compensée . Dans le même temps les cadences augmentent à une allure record : alors qu'en 61 il fallait 1 500 heures pour faire un véhicule, en 71 il n'en fallait plus que 950. Les gains de productivité ne peuvent masquer une intensification formidable du travail qui a pour effet de multiplier les "accidents". En début d'année 2 ouvriers sont morts aux presses. En octobre aux Forges, un ouvrier a le crâne fracturé ; 4 accidents de suite à l'usine de ponts : jambe cassée, pied contusionné, main coincée, pied fracturé.

Les ouvriers réagissent vivement : les grèves se multiplient. En janvier 70, presque 2 mois de grève pour la prime de vacances. Avril, mai 71 : les peintres, les chaines de montage font plus d'un mois et demi de grève, aucun véhicule ne sort des chaines pendant un mois. Début 72 plusieurs grèves contre les cadences. Début octobre les ouvriers du secteur culasses et montage-monteur coulent les cadences. Les toliers de CD4 partent en grève illimitée pour 200 F par mois.

Devant la détermination des ouvriers, à quelques mois de l'échéance électorale et à un mois et demi des élections des délégués du personnel, la CGT et la CFDT ne peuvent s'opposer ouvertement aux luttes. Par contre ils s'efforcent de persuader les ouvriers d'adopter des formes de lutte *"acceptables pour tout le personnel et qui permettent de tenir longtemps"*. Ils expliquent par exemple aux gars des culasses et du montage de ne pas couler les cadences mais de faire plutôt une ou 2 heures de grève par jour. A CD4 la grève illimitée ne dure que 3 ou 4 jours et devient des débrayages de quelques heures *"pour ne pas s'essouffler"*. Tout cela ne va pas sans mal. Ainsi la CGT met en garde contre les "provocations" disant notamment : *"Qu'est-ce-qu'on entend par action dure... s'il s'agit de violence, NOUS DISONS NON... UNE ACTION DURE, C'EST CELLE QUI PERMET DE...DURER. (tract CGT)*

La combativité des ouvriers de Berliet place les révisionnistes dans une position difficile : vis-à-vis de la direction démontrer qu'ils sont aptes à faire accepter aux ouvriers une exploitation accrue, vis-à-vis des ouvriers, garder leur masque social. Le 8 janvier 70 tous les syndicats de Berliet ont signé un contrat de progrès. Seguy à cette époque l'avait qualifié d'exemplaire (Vie Ouvrière de janvier 70). Pour Berliet il devait signifier la paix sociale ! Espoir vite réduit à néant. Le mois suivant les ouvriers engageaient une lutte qui devait durer presque 2 mois. Depuis, Berliet refuse de négocier avec les syndicats *"incapables de faire respecter leur signature"* ; et en même temps la CFT se développe chez les agents de maitrise et dispose aujourd'hui de toutes ses entrées à Berliet et a un permanent rétribué par l'entreprise.

En organisant des mouvements dans chaque secteur, les revisos veulent montrer à Berliet qu'eux seuls sont représentatifs, que c'est avec eux qu'il faut discuter.

Cela n'a pas empêché Berliet de dénoncer le 16/11, dans les accords d'entreprise, la partie concernant les avantages accordés aux délégués du personnel, des CHS, du CE. Le même jour il annonçait que les responsables syndicaux (les têtes de liste des appareils syndicaux, 5 CGT et 4 CFDT) seraient poursuivis en correctionnelle en vertu de la loi anti-casseur, pour des faits remontant au 30 octobre (le centre de réception de Berliet avait été envahi par 3 000 ouvriers).

C'est ce qui explique que depuis plusieurs jours, à partir du 10/11, la CGT et la CFDT apellent à l'action, demandent aux ouvriers de faire preuve d'initiative. Quand il s'agissait de défendre les revendications des ouvriers (200 F, conditions de travail), on a souvent vu la CGT et la CFDT s'opposer aux intitiatives des ouvriers. Maintenant qu'il s'agit de défendre leurs privilèges d'aristocrates ouvriers, révisionnistes et réformistes apellent à l'initiative" !

Meeting chez Berliet.

Depuis 6 semaines, les peintres de CD1 réclament : 200 F pour tous, retraite à 60 ans, conditions de travail, prime de zone augmentée.

La direction fait peindre des centaines de cabines à l'extérieur : carrosserie Heuliez à Bourg.

Mais lorsque ces cabines arrivent sur la chaine d'habillage, les habilleurs se déclarent solidaires de leurs camarades peintres et se mettent en grève. Avertis les délégués se présentent en nombre et prennent le contrôle de la grève. Ils proposent de faire uniquement les cabines venant de la peinture, et pas celles de l'extérieur.

La direction stocke les cabines peintes à l'intérieur, et fait passer en grand nombre les cabines peintes à l'extérieur : les habilleurs refusent de les faire, et font ainsi près de 4 heures de grève par jour.

Après 10 jours comme ça, les gars de l'habillage demandent aux syndicats de leur faire une plate forme revendicative avec notamment : l'augmentation de la prime tractée. CGT et CFDT rajoutent aussi le passage de la position RG1 à RG2 pour les régleurs de l'habillage, alors qu'ils ne sont que 2 sur 6 à débrayer, les autres étant des jaunes.

— début novembre, Berliet décide de lockouter pour trois jours les 3 lignes de montage-camions, lignes qui suivent l'habillage, pour faire pression sur les habilleurs et les peintres. Ceux-ci décident alors la grève totale, pour la durée du lockout.

— la direction essaie de faire faire le travail par des intérimaires. Les grévistes engagent des discussions avec eux, pour leur expliquer qu'il faut refuser de faire le travail d'ouvriers en grève. Sur le moment les gars acceptent, mais dès que nous avons le dos tourné, la maitrise reprend les choses en mains, en disant notamment : *"travaillez ou c'est la porte"*.

— après 3 jours de lockout, les ouvriers du montage reçoivent une lettre leur indiquant qu'ils peuvent rester chez eux, que le lockout est prolongé pour "une durée indéterminée". Dans le même temps la direction fait convoquer onze ouvriers aux Prud'hommes pour "refus de travail".

Les syndicats demandent aux habilleurs et aux peintres de reprendre le travail pour, disent-ils, faire cesser le lockout des gard du montage ! Et qu'une fois les lignes revenues, elles pourraient se joindre à nous dans la lutte !

Ce qui veut dire pour nous : repartir à zéro, tout en ayant perdu pas mal d'heures de boulot : 180 heures pour les peintres, 80 heures pour les habilleurs.

Voilà la tactique de lutte de la CGT et de la CFDT !

A BAS LES TRAITRES CGT ET REFORMISTES CFDT !

VIVE LA LUTTE DES OUVRIERS DE BERLIET !

NOS 200 F TOUT DE SUITE !

Correspondant Berliet.

réparations navales - marseille

20 jours de grève contre le chômage partiel

Aux chantiers de la réparation navale de Marseille, le travail a repris, à la suite d'un vote à bulletin secret organisé par la CGT parmi 2 000 ouvriers sur 8 000 en grève totale pendant 8 jours.

Ci-dessous, la correspondance adressée le 13/11 par nos camarades de Marseille.

Le 24 octobre, les ouvriers de la SPAT (la plus importante entreprise de réparation navale de Marseille) se mettent en grève, dès l'affichage d'une note de direction. D'après cette note, ils n'ont pas de travail parce que les navires arrivent moins nombreux ; les ouvriers des ateliers considérés alors comme chômeurs, devraient rester parqués en dehors de l'atelier, en touchant une indemnité inférieure au salaire. Cette "mise à la cour" avec rémunération "au petit taux" est déjà appliquée aux ouvriers travaillant à bord des bateaux. Pour ceux-ci, afin de ne pas avoir à les payer, les patrons les renvoient carrément chez eux par intervalle et les convoquent quand il y a du travail. Tout ceci correspond au développement d'un chômage partiel camouflé.

Les travailleurs font des piquets de grève dans les boites et sur les bateaux. Les patrons essayent de faire faire le travail par les marins qui refusent et bloquent les bateaux avec les ouvriers. Les patrons essayent en vain de faire travailler des ouvriers turcs et des ouvriers loués par des boites intérimaires venant de Grenoble, de Nantes.

Aux dires de la direction de la SPAT, les mesures prises viseraient à éliminer *"les inconvénients psychologiques d'une oisiveté partielle sur le lieu d'activité"*.

Les ouvriers apprécient :

— eux qui sont soumis à la généralisation depuis quelques mois du travail en quarts, avec des vacations de 7 h 30 sans interruption pour une plus grande rapidité d'exécution, avec de fréquents changements d'horaire, ce qui bouleverse les temps de repos et la vie familiale.

— eux qui sont soumis aux "coups de bourre" avec travail de nuit et augmentation des cadences pour que les bateaux partent dans les délais.

Toutes ces mesures, qui aboutissent à des réductions de salaire pouvant aller jusqu'à 55 % sont prises par les patrons pour faire face à la concurrence et s'inscrivent dans un plan de réorganisation des chantiers de la réparation navale.

Le 25 octobre, Terrin, patron de la SPAT a annoncé une baisse importante du travail et une instabilité de l'emploi pendant 2 ans, c'est-à-dire jusqu'à la mise en service de la grande forme de Saumaty qui permettra de recevoir, fin 74, les pétroliers de 5 ou 600 000 tonnes. Ceci se traduira par une réduction des ouvriers permanents et l'utilisation de plus en plus grande des ouvriers temporaires dans les périodes de bourre, par une augmentation de cadences et la multiplication des accidents.

La CGT est pratiquement le seul syndicat à la réparation navale. Depuis le début de la grève, elle prend la direction du mouvement à la SPAT et fait mettre en grève toutes les boites de la réparation. Elle ne fait qu'une assemblée générale au début et cloisonne ensuite les ouvriers dans leurs boites respectives où il n'y a qu'une prise de parole chaque matin par un délégué les laissant sans autre perspective que d'attendre les négociations. Juste le 28 octobre, elle organise un meeting rassemblant 2 000 travailleurs en grève et des délégués de boites du quartier, dans lesquelles la CGT demande 2 heures de débrayage pour assister au meeting et un soutien financier. Faisant la propagande pour le programme commun, la CGT dit : *"Si le programme commun se rélisait, les ouvriers ne seraient plus comme aujourd'hui, obligés d'engager une nouvelle action pour défendre leurs conditions de travail"* et les *"grèves pourraient être évitées"*. C'est une société capitaliste sans luttes de classe, que promettent les révisionnistes. Et la CGT propose d'améliorer les conditions de travail en "modernisant l'entreprise qui date du début du siècle" alors que la modernisation en régime capitaliste ne peut être que la rentabilisation de l'entreprise aux dépens des travailleurs. La CGT qui traite les ouvriers intérimaires de "poignée de jaunes payés au service du patron" masque que le travail temporaire se développe parce qu'il est un moyen pour le capital d'organiser le chômage.

Malgré les consignes de la CGT aux ouvriers de ne pas prendre nos tracts et de ne pas discuter, nous avons soutenu la lutte et développé la propagande contre le chômage partiel, le travail temporaire, et la politique des révisionnistes. Dans une des petites boites, nous avons discuté avec les travailleurs, expliquant avec des panneaux et Front Rouge comment la paupérisation frappe toute la classe ouvrière.

Correspondant Marseille 13/11.

chantiers de fos

licenciements et chômage

"Il y a du travail à Fos", c'est ce qu'on entend dire, ailleurs qu'à Fos. A Fos la réalité est bien différente, d'après les informations partielles que nous avons pu recueillir :

— Saunier-Duval contrôle et applications : 20 licenciés.

— Ateliers de chaudronnerie Martegale : déjà 8 licenciés bientôt 20.

— Geci-Stella : 1 licencié, un ouvrier de 57 ans.

— SGE : licenciement de nombreux manoeuvres

— Cifos : 40 ouvriers en location sur le chantier Solmer licenciés.

Et la liste est encore longue...

La plupart des ouvriers licenciés étaient des intérimaires. Le travail temporaire est un moyen pratique pour les capitalistes, de licencier : pas de préavis, pas d'indemnités. Quand les crédits reviendront, les boîtes réembaucheront. C'est un moyen pratique pour organiser le chômage. C'est aussi un moyen pratique pour exploiter encore plus les ouvriers, surtout quand on ne trouve pas de travail, en leur imposant des bas salaires : des ouvriers immigrés travaillent pour 2 F ou 2,50 F de l'heure !

Malgré tous ces licenciements, E. Faure ose sortir un projet de loi prévoyant que l'employeur devra motiver chaque licenciement. C'est tout juste ce que réclamaient récemment la CGT et la CFDT dans une déclaration récente "obliger les employeurs à préciser à l'avance et par écrit le motif réel et jusitifié du licenciement..." Réformistes et révisionnistes seront satisfaits : les ouvriers de Fos sont licenciés avec un "motif" : "parce que les crédits n'arrivent plus". Mais pour nous la seule voie juste est de lutter contre le chômage et les licenciements, qu'ils soient "motivés" ou pas par les capitalistes.

Correspondant Fos.

bourgogne-électronique dijon

lutte contre la maîtrise

Bourgogne Electronique, du trust CGE, fabrique des résistances, des transistors, et des condensateurs. Pour un travail parcellisé et abrutissant, les ouvrières, toutes OS, touchent entre 5,45 F et 5,80 F de l'heure. En 70, l'usine a licencié en masse (1 200 licenciements) ; restructuration. Depuis, l'usine tournait avec 800 ouvrières. En juillet/août 72, la boite se met à réambaucher à un rythme très élevé, l'effectif passe à 1 500 et on voit venir se faire réemployer à l'usine les mêmes filles licenciées en 70, ce qui donne une idée de la situation de l'emploi dans la région. Le résultat : la production a doublé maintenant par rapport à 70, mais avec 500 ouvrières en moins. A l'atelier-Résistances la production a même plus que doublé, passant de 4 millions à 11 millions de commandes.

A l'atelier-résistances justement, les sanctions pleuvent, les ouvrières se font traiter de "résidus" et Perrin le chef est particulièrement haï. Le 29 septembre il donne 3 jours de mise à pieds à un ouvrier régleur qui refuse de faire un travail supplémentaire que veut lui imposer le chef. Dans l'atelier, c'est la goutte qui fait déborder le vase. La CFDT lance un mot d'ordre de grève le mercredi 4/10 pour "protester" contre ce qu'elle appelle "l'attitude déplorable de M. Perrin". Les ouvrières sortent massivement dans la cour ; "Dehors ce chef" ! Ce qu'elles veulent : le renvoi du chef, que les chefs ne soient plus à les harceler toujours, que la promotion ne se fasse plus à la tête du client, et le remboursement des 3 jours de mise à pieds pour l'ouvrier. "On verra ça lundi" disent les patrons. "rendez-vous mardi" dit la CFDT.

Voilà tout son temps laissé au patron pour se retourner ! Voilà une tentative pour désamorcer la colère des ouvrières et dont la CFDT s'est empressée de se faire complice ! Mais le mardi les ouvrières sont là, toutes aussi nombreuses à sortir pour demander des comptes ; et c'est la victoire : Perrin est changé de poste. Dès le début les marxistes léninistes avaient soutenu le mot d'ordre "dehors le chef".

Mais cette victoire ne doit pas nourrir d'illusions ! Faisant de Perrin un "cas", "un chef qui en fait plus que ce que demande le patron", la CFDT tout au long, s'est employée à blanchir la direction, en bon larbin de la bourgeoisie. Et c'est bien grâce à elle que le patron a pu se permettre devant les ouvrières de faire l'étonné ("Je ne me doutais pas que cela se passait ainsi"...), de féliciter les ouvrières d'avoir fait grève, et même de leur proposer de payer les heures du 2e débrayage ! ! !

C'est pourquoi les marxistes-léninistes tout en lançant le mot d'ordre "dehors le chef", ont montré qu'un chef déplacé est remplacé par un autre chef qui joue le même rôle, que les chefs gardes-chiourmes sont une nécessité du système capitaliste, des exécutants fidèles de la classe capitaliste, pour renforcer l'exploitation des travailleurs, notamment par l'intensification du travail.

Correspondant Dijon

edf-luc/mer

capital assassin

Le 7 novembre, un ouvrier de l'EDF est tué, écrasé par le poteau électrique qu'il était en train de monter avec 3 de ses camarades à Luc/sur/Mer. Cet ouvrier est mort assassiné par le capital, en effet il faut plus de 4 ouvriers pour monter un support jumelé, et de plus le matériel de jumelage était insuffisant. L'EDF entreprise nationalisée a pour but d'exploiter les ouvriers pour leur extorquer le maximum de plus-value au profit des autres entreprises capitalistes qui bénéficient de tarifs préférentiels.

Les révisos de la CGT et leurs compères des autres syndicats se contentent de dénoncer l'utilisation de matériel archaïque, mais ils n'expliquent pas que l'EDF est une entreprise capitaliste comme les autres. Il est vrai que ça pourrait ouvrir les yeux des ouvriers sur les entreprises nationalisées et sur leur programme de "nationalisations démocratiques".

Correspondant Caen

soutien financier de l'impérialisme français au fasciste Suharto

Le fasciste Suharto a quitté la France satisfait : Pompidou et les impérialistes français ont entendu son appel *"il vous serait profitable à vous hommes d'affaires, toujours à l'affut de nouvelles possibilités, dans n'importe quel domaine, de vous intéresser au potentiel que possède l'Indonésie"*. Aux 100 millions de francs "d'aide financière" pour 1972, aux 200 millions de francs investis dans la recherche pétrolière par les compagnies françaises (la CFP y investit 25 % de son budget recherche !), vont s'ajouter des assouplissements des conditions de crédit, la participation aux investissements pour le barrage de Djatiluhur, pour développer l'industrie de l'aluminium, pour augmenter la prospection du pétrole, et de l'uranium, pour exploiter le gaz naturel... les détails chiffrés ne sont pas encore connus. Suharto en bon valet de l'impérialisme sait qu'en livrant les richesses de son pays aujourd'hui inexploitées, aux capitalistes français, il en rejaillira pour lui de nouveaux pots de vin, de nouvelles sinécures pour la clique bureaucratique et militaire qu'il dirige, et qui opprime le peuple Indonésien. Suharto sait aussi qu'en mettant en concurrence les différents impérialismes (yankee, japonais, français etc...) il offre à la bourgeoisie compradore de son pays la possibilité de se vendre à meilleur prix, de se vendre aux plus offrants en jouant sur les contradictions inter-impérialistes.

Les patriotes sont assassinés à coups de baïonnettes par les fascistes de la clique Suharto.

Cela l'impérialisme français l'a bien compris, et il a convoqué Suharto à Paris, pour lui offrir de contrebalancer l'"aide" yankee, et surtout japonaise. Cela a pu se réaliser d'autant plus facilement que l'impérialisme US, qui a justement porté Suharto au pouvoir, ne s'y est pas opposé. Sa débacle en Indochine, son déclin général, empêchent l'impérialisme US de prétendre faire de l'asie du sud-est une chasse gardée. Tolérer la présence de l'impérialisme français en Asie du sud-est, c'est à la fois tenter de maintenir la domination impérialiste dans cette région du monde, tenter de maintenir la chaine impérialiste tendue pour encercler la Chine Rouge. Il est certain que tous ces problèmes ont été examinés lors des négociations Pompidou-Nixon aux Açores et que les impérialistes US ont accepté la tournée européenne de Suharto.

L'impérialisme français s'estime tranquille, il croit que ses investissements sont protégés efficacement par la dictature fasciste de Suharto. S'étant illustré par l'assassinat en 1965 de près d'un million de communistes et de patriotes indonésiens, la clique fasciste de Suharto maintient aujourd'hui dans des camps de concentration plus d'une centaine de milliers de patriotes enfermés à vie sans jugement. La peur qu'a la clique de Suharto de la lutte révolutionnaire des masses est telle que sa police applique la règle *"tuer mille innocents vaut mieux que de laisser un seul révolutionnaire vivant."* Les crimes de ce fasciste n'ont pas empêché Pompidou de lui rendre hommage et de voir en lui : *"L'homme d'état conscient des exigences du monde moderne, qui a su mobiliser les qualités ancestrales du peuple indonésien au service du progrès économique social et moral"*.

Mais le peuple Indonésien lutte les armes à la main, contre l'impérialisme et ses valets. Sous la direction du PKI (parti communiste indonésien), il saura chasser les impérialismes qui pillent son pays, il saura détruire la dictature fasciste de Suharto, il conquèrera la liberté et l'indépendance !

les révisionnistes contre la lutte du peuple indonésien

Le coup d'état fasciste du 30 septembre 1965, fomenté par l'impérialisme US et au cours duquel furent massacrés près d'un million de communistes et de patriotes, a été utilisé ignominieusement par les révisionnistes français pour essayer de faire croire que ces massacres étaient la conséquence de l'application par le PKI de la thèse du président Mao : *"le pouvoir est au bout du fusil"*, que cela ne serait pas arrivé si le PKI avait pris la voie du passage pacifique ! Ces mensonges crapuleux ont été dénoncés par le BP du PKI lui-même dans l'autocritique qu'il a publiée en septembre 1966 sur l'activité du parti avant le coup d'état de 1965. Cette autocritique révèle :

1. que la révolution d'août 1945, dirigée contre les occupants japonais n'avait jamais pu accomplir la tache de chasser l'impérialisme de l'Indonésie, d'éliminer le féodalisme, **parce que ce n'est pas le prolétariat mais la bourgeoisie qui a toujours conservé la direction de cette révolution**, et qui a pu, le moment venu exercer une répression féroce contre les patriotes qui aspiraient à la liberté et à l'indépendance.

2. que la direction du parti n'avait préparé ni les rangs du Parti ni la classe ouvrière, ni les masses populaires à la lutte armée comme forme principale, déterminante de la lutte. Au contraire les conceptions sur la voie pacifique étaient largement développées : par exemple, le parti était légal et n'envisageait pas de pouvoir être interdit, par exemple, le parti formait quasi-exclusivement ses cadres pour la lutte parlementaire... La repression contre le parti a pu être d'autant plus efficace, que la lutte armée, n'était pas envisagée.

3. que la direction du parti en propageant l'illusion du "double aspect du pouvoir d'état" un aspect représentant les intérêts du peuple, l'autre aspect représentant l'impérialisme et ses laquais, masquait que l'état n'est qu'une machine d'oppression aux mains d'une classe, qu'il ne peut représenter les intérêts de classes antagoniques, et que la tache centrale de la révolution est de le briser, de lui substituer un état aux mains des exploités.

Cette autocritique, les révisionnistes du P"C"F se sont bien gardés d'en parler, car elle constitue un réquisitoire accablant contre leurs sornettes sur le passage parlementaire ! (nos lecteurs peuvent la commander à la Librairie Populaire B.P. 84 / 69397 Lyon Cedex 3)

drancy ; la municipalité P"C"F contre les immigrés en lutte

Au foyer de Drancy, les travailleurs immigrés sont en grève des loyers depuis **11 mois**. Ils demandent la construction d'un nouveau bâtiment à côté du foyer pour reloger 300 locataires : dans le foyer construit pour 600 on les entasse à 900. Ils sont 8 dans des chambres de 12 m2, avec un loyer de 720 F par mois ! Ils demandent aussi la réfection du foyer actuel, les conditions de logement sont dégueulasses. Ils ont créé dans le foyer un comité de lutte, qui est allé faire connaître la lutte sur les marchés, les autres foyers, aux portes des usines. Ils ont organisé 2 journées "portes ouvertes" pour discuter avec la population.

Depuis le début, ils ont fait face à toutes sortes d'intimidations ; le patron du foyer, les flics en civil, et les révisionnistes qui sont à la municipalité.

Depuis le début, les révisionnistes proposent les mêmes solutions que l'ADEF, propriétaire du foyer : disperser les 300 locataires en trop dans différents foyers de la région parisienne. Les immigrés refusent, ils veulent rester ensemble pour lutter. Les révisos sont encore allés plus loin : ils ont refusé le permis de construire du nouveau batiment en disant carrément qu'ils ne voulaient pas une trop forte concentration d'immigrés dans la municipalité.

A la 1re journée "portes ouvertes", ils ont dit à la population de ne pas venir. Depuis septembre d'ailleurs, ils prétendent que la grève est terminée.

Dimanche 12 novembre, le comité de lutte décide d'organiser un meeting. Dès le matin, les révisionnistes viennent pour essayer de convaincre les ouvriers de ne pas aller à un "meeting manipulé par les gauchistes". Une bande de provocateurs manipulés par le P"C"F fait irruption dans la salle ou étaient rassemblés plus de 80 immigrés. Ils cherchent à opposer les immigrés aux français qui étaient là. Ils visent les immigrés dirigeants du comité de lutte. Ils cassent les vitres. Armés de tessons de bouteilles, de matraques, de lanières de cuir, ils tabassent les immigrés et les révolutionnaires français présents.

Voilà le vrai visage des révisionnistes ! Ils ont peur des luttes de plus en plus résolues que les travailleurs immigrés ont engagées depuis 68. Mais leur social-chauvinisme ne pourra pas empêcher les travailleurs français et immigrés de s'unir pour la révolution prolétarienne en France !

Correspondant

VIVE le 28e ANNIVERSAIRE de L'ALBANIE-SOCIALISTE !

MEETING ORGANISE PAR LES AMITIES FRANCO-ALBANAISES

le 28 novembre 1972 à 20 h 30

à LA MUTUALITE - PARIS

albanie la lutte contre la bureaucratisation de l'état

Voici 20 ans, l'Union Soviétique de Staline était encore la patrie du socialisme. Aujourd'hui qu'une nouvelle bourgeoisie y a établi son pouvoir, exploite le prolétariat soviétique et opprime de nombreux pays, en dehors de ses frontières, les yeux de la classe ouvrière et des peuples du monde se tournent vers la Chine et l'Albanie qui ont su éviter le retour au capitalisme et approfondir la Révolution socialiste. Parmi les aspects importants de la ligne du PTA, figure la lutte contre la bureaucratisation de l'Etat.

Pour édifier le socialisme, et marcher vers le communisme, la classe ouvrière doit briser l'appareil d'Etat bourgeois et établir son propre Etat, l'Etat de la dictature du prolétariat. Il s'agit bien d'un Etat, qui exerce la contrainte sur les classes exploiteuses déchues et tous les éléments qui tendent à rétablir le capitalisme. Comme tout Etat, cet Etat est un appareil distinct de la société, distinct des masses. Mais il s'agit d'un Etat d'un type nouveau, d'un Etat entre les mains des anciennes classes exploitées. Les rapports entre l'Etat et les masses ne sont pas en régime socialiste, de la même nature que dans les régimes où existe l'exploitation de l'homme par l'homme : ils exigent un contrôle de tous les instants de la classe ouvrière sur son propre Etat.

Cependant, l'héritage des vieilles méthodes de gouvernement des classes exploiteuses pousse cet Etat à se couper des masses, à leur distribuer des ordres sans les consulter : c'est la voie du bureaucratisme, c'est la voie dans laquelle l'absence d'expérience historique préalable dans la dictature du prolétariat a conduit l'Etat soviétique à sombrer progressivement. Le bureaucratisme, par lequel l'Etat échappe au contrôle de la classe ouvrière sape la dictature du prolétariat : il conduit à la transformation de l'Etat d'instrument entre les mains de la classe ouvrière, en instrument d'oppression de la classe ouvrière et des larges masses. D'origine bourgeoise, il conduit à l'apparition d'une nouvelle bourgeoisie au sein même du socialisme ; et au rétablissement du capitalisme : c'est ce qui s'est passé en Union Soviétique et dans les pays-révisionnistes.

Partant des leçons négatives de cette expérience, et tenant compte de la situation concrète en Albanie, le PTA a engagé et poursuivi victorieusement la lutte contre le bureaucratisme.

D'une part, il a veillé à rapprocher les cadres des masses par toute une série de mesures concrètes : rétrécissement de l'échelle des salaires (aujourd'hui de 1 à 3), participation directe des cadres au travail productif (un mois par an au moins) ; rotation des cadres.

D'autre part, il développe constamment le contrôle direct de la classe ouvrière, par en bas, sur les activités de l'Etat, et tout le fonctionnement de la société socialiste : les travailleurs multiplient les corrections aux projets de plans quinquenneaux, donnent de plus en plus leur avis sur la nomination des cadres etc... De la sorte, la classe ouvrière albanaise qui exerce son pouvoir par l'intermédiaire de son Etat, exerce également son contrôle sur cet Etat lui-même. Telle est la voie prolétarienne, d'approfondissement de la révolution socialiste.

Cet approfondissement constant de la démocratie de masse est inséparable du renforcement de la dictature du prolétariat : il n'a rien à voir avec les théories bourgeoises et révisionnistes sur *"l'Etat du peuple tout entier"*, le *"passage direct au communisme par l'abolition de l'Etat"* etc... Il démontre, en établissant les liens corrects entre le bureaucratisme et la bourgeoisie, le creux des "théories" trotskistes qui attaquent la dictature du prolétariat sous couvert de "lutter contre la bureaucratie".

Il est le fruit de la juste ligne marxiste-léniniste du PTA, qui a su maintenir intact ses propres rangs de classe, poursuivre sa propre révolutionnarisation, et diriger la classe ouvrière et le peuple albanais dans la poursuite de la révolution.

Il est un encouragement précieux à notre propre lutte en vue de la Révolution prolétarienne.

3 millions avant la fin de l'année

Voici la quatrième liste de souscriptions entrant dans la campagne pour les 3 millions. Nos lecteurs pourront voir que nous n'avons pas progressé par rapport à la quinzaine précédente : 4 329,50 F contre 4 650,30 F. Il est pourtant important de dépasser nettement le cap des 5 000 F par quinzaine, si nous voulons atteindre les 3 millions, c'est pourquoi nous appelons nos camarades à intensifier le travail de collecte pour la presse, à utiliser tout le matériel que nous tenons à leur disposition (journaux, papillons, bon de soutien, affiches).

Nous appelons nos camarades et nos lecteurs à s'inspirer de l'exemple des ouvriers grévistes de Brandt-Villieu, qui ont soutenu Front Rouge en versant pour la souscription la moitié de l'argent collecté sur un marché pour leur grève.

Nos camarades de Villefranche nous signalent que les 185 F collectés pour soutenir les grévistes de Brandt-Villieu, l'on été par le comité anti-raciste auquel participe des militants Front Rouge et d'autres militants

SOUSCRIPTION DU 5/11 au 19/11

Chateau-sur-Loir :	30 F
Lyon :	250 F
Reims :	60 F
Lyon :	300 F
Lyon :	50 F
Lyon :	50 F
Villefranche :	79,50 F
Besançon :	300 F
Lille :	30 F
Dunkerque :	120 F
Lyon :	650 F
Les grévistes de Villieu :	66 F
Paris :	662,50 F
Macon :	25 F
Caen :	600 F
Lyon :	50 F
Nantes :	10 F
Poitiers :	30 F
Longwy :	200 F
Strasbourg :	205 F
Besançon :	300 F
Besançon :	150 F
Martigues/Fos-sur-Mer :	81,50 F
Grenoble :	30 F
Total :	4 329,50 F

TOTAL DEPUIS LE DEBUT DE LA SOUSCRIPTION DES 3 MILLIONS 13 735,65 F

en vente **les brochures front rouge**

* **contre le spontanéisme** 2 f
* **les OS face à l'intensification du travail** 2 f
* **la paupérisation de la classe ouvrière dans le nord** 1 f

ajouter 0,50 par brochure pour le port

abonnement de soutien

Abonnement d'1 an cocher la somme choisie

NOM .....

PRENOM .....

ADRESSE .....

50 f. **100 f.** **200 f.**

envoyez ce bon à Front Rouge BP 47 69 397 LYON CEDEX 3

abonnez-vous à front-rouge ccp 204-51 lyon

	France		Etranger	
Pli normal	1 an 6 mois	20 F 10 F	1 an 6 mois	40 F 20 F
Pli fermé	1 an 6 mois	70 F 35 F	1 an 6 mois	100 F 50 F

abonnement d'essai : 3 mois : 5 F

LE PEUPLE LAO VAINCRA

L'impérialisme US a voulu faire du Laos le banc d'essai de ce qui deviendra "la doctrine Nixon" : *"faire combattre les asiatiques par des asiatiques"*. Depuis 1954, violant successivement tous les accords que lui avait imposés le peuple Lao en armes, l'impérialisme US a mis sur pieds un appareil militaire fantoche imposant, pour ce petit pays de 3 millions d'habitants. Une armée fantoche de 70 000 hommes, parmi lesquels les 20 000 hommes des "forces spéciales" du bandit Vang Pao, spécialement entraînées pour la guerilla ; 20 000 mercenaires thaïlandais. L'appui aérien de l'aviation US, qui, depuis les bases de Thaïlande et les porte-avions de la 7e flotte, bombarde systématiquement les zones libérées : 1 million de tonnes de bombes chaque année depuis l'arrivée de Nixon au pouvoir.

L'impérialisme US manipule une clique fantoche installée à Vientiane mais la réalité du pouvoir est exercée par les américains eux-mêmes. 6 000 militaires et une multitude de "personnels civils" des sociétés montées par la CIA... soit en tout 12 000 américains sous les ordres de l'ambassadeur Godley, lui-même ancien haut fonctionnaire de la CIA, véritable proconsul US à Vientiane

Tout cet arsenal est dirigé contre la zone libérée qui couvre les 2 tiers du pays, et contre le peuple des zones encore occupées : 400 000 Laotiens, plus de 15 % de la population, vivent enfermés dans des "camps de réfugiés". Mais cette politique de "Laosisation" est en train de voler en éclats, sous les coups des FAPL Lao .

En mars 71, l'invasion du bas-Laos par 45 000 GI'S et soldats de l'armée fantoche de Thieu, s'est terminée par une débacle lamentable. 15 400 ennemis mis hors de combatç les meilleures unités fantoches anéanties. Depuis, les fantoches laotiens n'ont plus aucune aide à attendre de ce côté. Au début de cette année, les FAPL ont libéré la Plaine des Jarres, au centre du Laos, et mis en miettes le dispositif fantoche dans cette région ; elles ont occupé la base de Long Cheng, repaire de la CIA et des mercenaires de Vang Pao, une des plus grandes bases US en Asie. De mai à juillet, les FAPL coupaient la route nº 13, voie de communication vitale pour les fantoches, entre le Nord et le Sud du pays... 15 000 ennemis hors de combat, tel est le bilan de cette saison sèche victorieuse.

Pour la première fois cette année, les troupes fantoches qui profitent chaque année de la saison des pluies pour réoccuper la Plaine des Jarres, ont échoué. Entre août et septembre les FAPLL ont repoussé toutes leurs attaques. Aujourd'hui encore, les fantoches s'y acharnent... en vain.

Sur la lancée de ces victoires militaires des FAPLL et de celles des patriotes sud-vietnamiens, de l'autre côté de la frontière, le FPL a imposé, le 17 octobre, l'ouverture de négociations avec Vientiane. Le peuple Lao a déjoué toutes les manœuvres militaires et diplomatiques de l'impérialisme US depuis 54 : la guerre du peuple Lao sera victorieuse.

— 20/7/54 : les accords de Genève reconnaissent l'indépendance et la neutralité du Laos.

— fin 54 : les USA violent les accords de Genève, ils créent le bloc militaire Otase (8/9), font renverser le gouvernement neutraliste (26/11) et attaquent la zone libérée où s'étaient regroupées les forces patriotes.

— 6/1/56 : naissance du Front Patriotique Lao (FPL)

— 2/11/57 : formation à Vientiane d'un gouvernement de coalition auquel participe le FPL.

— 22/7/58 : une clique fantoche pro-US renverse le gouvernement de coalition et emprisonne les dirigeants du FPL.

— 12/9/59 : les premières troupes US débarquent au Laos.

— 1/1/61 : les FAPLL libèrent la région de la plaine des Jarres.

— 23/7/62 : accords de Genève sur le Laos : formation d'un gouvernement de coalition tripartite à Vientiane.

— fin 62 : les USA violent les accords de Genève en faisant attaquer la zone contrôlée par le FPL.

— 14/4/64 : un coup d'état proyankee installe à Vientiane un gouvernement fantoche.

— 17/5/64 : début de la guerre aérienne contre le Laos.

cambodge
nouveau soutien de l'urss à lon nol

L'URSS ne recule décidément devant rien, même dans le détail, pour soutenir la clique Lon Nol, fantoche de l'impérialisme US au Cambodge. Ainsi à la 17e cession de la Conférence Nationale de l'UNESCO, alors que la Chine Populaire et l'Albanie suivies par de nombreux pays dont Cuba et la Roumanie, ont dénoncé comme totalement illégale la présence à la conférence de la clique Lon Nol, et de la clique Thieu, et ont voté contre leur présence, l'URSS fidèle à sa ligne contre-révolutionnaire de soutien aux fantoches US a voté pour. Mais le peuple Cambodgien et son seul représentant officiel le Grunc, ont depuis longtemps démasqué la nature de traitre du social-impérialisme. Dans une récente interview, Sihanouk décrit le sort qu'il réserve à ces renégats :

"...L'Union Soviétique manoeuvre avec frénésie pour amener les communistes Cambodgiens à abandonner Sihanouk et à se rallier à Lon Nol. Mais les Khmers rouges, membres du Funk sont trop patriotes pour jouer le jeu des 2 superpuissances, c'est-à-dire des Etats-Unis et de l'URSS, qui s'entendent pour dominer et se partager le monde. Les Khmers rouges et les sihanoukistes unis dans le FUNC continueront résolument la lutte armée jusqu'à ce que la clique traitresse de Lon Nol et le néo-colonialisme américain installés à Phnom Penh soient totalement et irréversiblement éliminés. Le Func, le Grunc et les Faplnc ont déjà fait connaitre solennellement au monde qu'ils n'accepteront jamais l'autorité d'un éventuel accord vietnamo-américain de cessez-le-feu ou de paix. Les pays tels que le Japon, l'Indonésie, le Canada, la Pologne, la Hongrie, qui s'apprêtent à aller contrôler le cessez le feu en Indochine, sont prévenus qu'ils n'auront aucun droit de se rendre au Cambodge, et que nous considèrerons leurs soi-disant contrôleurs comme des envahisseurs et lutterons militairement contre eux en tant qu'agresseurs du peuple Khmer.

...Si l'accord de cessez le feu et de paix entre Hanoï et Washington est signé, nous, Khmers, auront à résoudre certains problèmes, tel celui du transport des armes. Nous avons néanmoins à l'heure actuelle, en stock, des armes et des munitions pour 2 années de guerre. La clique de Lon Nol de son côté sera privée de la couverture aérienne américaine, de la protection des troupes saïgonnaises et en principe de l'aide militaire américaine. Il nous sera alors facile d'en finir rapidement avec cette clique.

...Avec les puissances amies du régime Lon Nol, nous n'entretiendrons pas de relations diplomatiques avant plusieurs années, et nous ne coopérerons pas sur les plans économiques, culturels, politiques et autres. Les biens meubles et immeubles se trouvant chez nous et appartenant à ces puissances ou à leur ressortissants seront confisqués purement et simplement. Nos relations avec la RDVN, le Vietnam du Sud du FNL, et le Laos du Nêo Lao Haksat seront les meilleures possibles et les plus étroites. Mais le royaume Khmer restera un état non-aligné, et par conséquent ne formera pas une fédération avec le Vietnam et le Laos".

liban :
des grévistes assassinés par la bourgeoisie

Meeting après l'affrontement

Une boucherie barbare a été perpétrée par le pouvoir réactionnaire Libanais contre des ouvriers en grève.

Que se passe-t-il au Liban ?

Début novembre, une grande partie des 1 200 ouvriers de la biscuiterie Ghandour à Chiah située dans la banlieue de Beyrouth, se mettent en grève pour défendre leurs revendications :

— 5 % d'augmentation

— le paiement du salaire des journées de maladie.

— des conditions de travail décentes.

— le respect des ouvriers pour que cesse l'humiliation dont ils sont l'objet (fouilles en dehors de l'usine).

La direction Ghandour refuse d'écouter les ouvriers.

Samedi 11 novembre à 9 h 30, les ouvriers grévistes se rassemblent devant l'usine et tentent d'y entrer pour expliquer aux ouvriers qui continuent le travail, les raisons qui les ont poussés à faire grève et leur demander de les rejoindre. Les flics qui patrouillaient devant et autour de l'usine, empêchent les ouvriers d'entrer dans la boite. Les ouvriers désarmés résistent et une véritable guerre de rue a lieu au cours de laquelle les ouvriers firent preuve de leur haute combativité et de leur détermination à aller jusqu'au bout. Les flics font usage de leurs armes. Le sang des ouvriers a coulé. Il y eut 3 morts dont un ouvrier marxiste-léniniste, plusieurs blessés et beaucoup d'arrêtés.

Maintenant les chars stationnent dans l'enceinte même de l'usine. Mais les ouvriers de Ghandour continuent leur lutte. Il y eut de grands mouvements de masse pour défendre les ouvriers de Ghandour et dénoncer la barbarie du pouvoir libanais. Lundi 13 novembre une grève générale a été décrétée qui fut suivie dans tout le pays. Partout au Liban, les ouvriers, les paysans et les étudiants se sont joints à leurs frères en lutte et montrèrent ainsi leur solidarité indéfectible avec eux.

C'est ce même pouvoir réactionnaire capitulationniste devant Israël, qui recourt aux armes pour étouffer la lutte des masses libanaises, et d'autre part réprime l'activité des héroïques combattants palestiniens.

MORT A LA REACTION LIBANAISE !

GLOIRE AUX MARTYRS DU PEUPLE LIBANAIS !

(correspondance envoyée par des militants du Comité de soutien à la lutte du peuple palestinien de Lyon)

ANTILLES indépendantes !

En mai 71, de grandes manifestations éclatent en Martinique pour protester contre la venue de Messmer, alors ministre des "DOM-TOM", représentant de l'impérialisme français. Les troupes coloniales tirent : un lycéen, Gérard Nouvet est tué. Parce qu'il est le directeur d'un journal lycéen qui a traité alors Messmer d'assassin, Christian Courbain passe en jugement à Paris. Par crainte d'une mobilisation populaire en Martinique, le pouvoir n'a pas osé juger Courbain en Martinique même. Il fait actuellement trainer le procès : le jugement ne sera rendu que le 6 décembre.

Les marxistes-léninistes dénoncent la repression du pouvoir qui veut priver de liberté d'expression tous ceux qui dénoncent l'impérialisme français, comme Courbain, Gatibelza directeur de "Chaltouné". Les marxistes-léninistes soutiennent la lutte du peuple antillais pour son indépendance !

herouville : meeting pour la création d'un CIP

Plus de 30 personnes ont répondu à l'appel de Front Rouge et de l'UCF (ml) pour un meeting de soutien à la lutte du peuple vietnamien dans un quartier populaire à Hérouville. Il s'agissait d'impulser un Comité Indochine-Palestine à partir de ce quartier.

Les camarades ont projeté le film "La bataille de Thaï Minh" qui montre l'invincibilité de la guerre du peuple. La projection a été suivie d'un débat qui a porté sur les points suivants :

— les négociations : aboutissement de l'offensive des FAPL, seule issue de l'impérialisme US s'il veut éviter la débacle totale de ses troupes.

— dénonciation du faux soutien du social impérialisme soviétique et des révisos du P"C"F.

— dénonciation de l'impérialisme français complice de l'impérialisme US.

Des trotskistes du FSI ont vainement essayé de saboter la réunion en tentant de monopoliser la parole, et tentant de détourner l'orientation du meeting : ils ont conclu leur intervention en ces termes : "les américains sont très forts, et les vietnamiens ne peuvent espérer les vaincre militairement". C'est reprendre les théories des révisos selon lesquelles l'impérialisme est invincible et la guerre du peuple ne peut vaincre. C'est faire le jeu des impérialistes eux-mêmes.

Les camarades de l'UCF et de Front Rouge leur ont opposé les dernières déclarations des Vietnamiens (cf. l'appel du 26 octobre de la R.D.V., FR 44).

Les trotskistes ont insisté unilatéralement sur le rôle du soutien international qui "doit être le plus large possible sinon les Vietnamiens seront vaincus" ; c'est nier encore une fois le rôle décisif de la guerre du peuple.

Les trotskistes revendiquent l'unité avec le P"C"F, car selon eux si le P"C"F a trahi ouvertement la lutte du peuple algérien, maintenant il serait devenu plus révolutionnaire. Contre cet opportunisme, les camarades ont rappelé la nécessité d'une lutte conséquente contre l'impérialisme français, donc contre le social-chauvinisme du P"C"F. La réunion s'est terminée par un rappel des objectifs des CIP, et les perspectives de travail.

Des contacts ont été pris, avec des travailleurs immigrés en particulier.

Correspondant Caen

le "désarmement" soviétique encore une supercherie

Malik, représentant soviétique à l'ONU, n'a pas manqué de culot, le 2 novembre, en défendant sa proposition sur *"le non recours à la force dans les relations internationales, et la prohibition permanente de l'utilisation des armes nucléaires"*. Dans la bouche du représentant du pays qui a envahi le territoire Tchèque en 68, le territoire Chinois en 69, qui a armé les agresseurs du Pakistan en 71, demander aux peuples du monde de ne pas recourir à la force, c'est leur demander de renoncer à la lutte armée contre l'agression, leur demander de se soumettre à l'agresseur. Quant au chantage aux armes nucléaires, c'est une vieille rengaine des socio-impérialistes soviétiques : *"tout conflit armé dans le monde pourrait entrainer une catastrophe nucléaire"*. Or qui pourrait provoquer une telle catastrophe sinon ceux qui possèdent une grande quantité de bombes atomiques les 2 superpuissances impérialistes : les USA et l'URSS. Et on sait, par ailleurs, que pendant qu'elles parlent de désarmement, les 2 super puissances impérialistes poursuivent à tour de bras la course aux armements : à elles 2, elles dépensent autant pour leur budget militaire que tous les autres pays du monde réunis.

La proposition soviétique n'est qu'une pure supercherie visant à livrer, pieds et poings liés, les peuples du monde à la voracité des 2 superpuissances impérialistes. C'est pourquoi la délégation chinoise à l'ONU s'est fermement opposée à cette proposition. La Chine Rouge a toujours appliqué une juste politique nucléaire et d'armement : la Chine augmente son potentiel défensif, pour faire face à une agression impérialiste et elle livre gratuitement des armes aux combattants indochinois, palestiniens... La Chine Rouge fabrique des bombes atomiques et ce faisant elle brise le chantage nucléaire des 2 super-puissances. A l'ONU la délégation chinoise a précisé comment parvenir à un véritable désarmement :

— la Chine Rouge a déclaré solennellement qu'elle n'utilisera jamais la première, la bombe atomique, que toutes les puissances nucléaires en fassent autant.

— qu'elles décident d'interrompre la production d'armes nucléaires et de détruire tous leurs stocks.

— la Chine n'a pas un seul soldat hors de ses frontières, que les autres pays décident de retirer toutes leurs troupes et de liquider toutes leurs bases dans les autres pays, et d'éliminer les blocs militaires.

Cette politique chinoise défend les intérêts des peuples du monde et particulièrement des peuples et nations opprimées d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Pour eux, le problème crucial, n'est pas celui du désarmement, comme le prétend le soviétique Malik, le problème crucial, c'est la menace que font peser les 2 superpuissances sur les peuples du monde. Cette politique du Gouvernement chinois est tout le contraire de celle de l'impérialisme français. L'impérialisme français, lui aussi, s'est opposé à la politique de limitation des armes nucléaires, mais c'était uniquement pour pouvoir, lui aussi, prendre place dans le concert des puissances nucléaires impérialistes. Et l'impérialisme français serait bien en peine de répondre aux propositions chinoises de retirer toutes ses troupes et bases hors de ses frontières, les troupes qui combattent au Tchad, les bases d'Afrique, les troupes coloniales dans les DOM-TOM...

Une véritable politique de désarmement doit commencer par le désarmement des super-puissances impérialistes. Mais les peuples du monde savent qu'elles ne renonceront pas à leur puissance militaire. C'est pourquoi, ils mènent une lutte à mort contre l'impérialisme et prennent la juste voie de la lutte armée.

Imprimerie P. Guilloux, 92, rue de la Villette, Lyon — Dépôt légal nº 312, 4e trimestre 1972 — Directeur de la publication : Camille Rey — Distribué par NMPP. — Commission paritaire 51 165.